



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTÉ MONDIALE DE PRATIQUES

G-CoP

Réponses de politiques macroéconomiques pour le renforcement de la résilience des économies en Afrique après la COVID - 19

Note à
l'intention
des
décideurs

Note à l'intention des décideurs

NPM

Auteurs principaux/coordonnateurs : Kevin Chika Urama¹ and Eric Kehinde Ogunleye²

Auteurs contributeurs : Sebutsoe Nkoanyane³, Njeri Wabiri⁴, Kwadwo Nyantakyi⁵, Chuku Chuku⁶

Éditeurs-réviseurs : Njuguna Ndung'u - Consortium pour la recherche économique en Afrique (Kenya), Seth Terkper - Ancien ministre des Finances (Ghana), S. Ibi Ajayi - Université d'Ibadan (Nigeria), Elias T. Ayuk - Conseiller stratégique principal et directeur sous-régional, Sustainable Development Goals Center for Africa (SDGCA) (Rwanda), Augustin Kwasi Fosu - Université du Ghana (Ghana), Cameron Hepburn - Université d'Oxford (Royaume-Uni), Aloysius Ordu - Ancien vice-président de la Banque africaine de développement (États-Unis d'Amérique), Ashiwel Undieh - The City University of New York (États-Unis d'Amérique), et Mohamed Boussaid - Ancien ministre des Finances (Maroc).

Cette note à l'intention des décideurs devrait être citée comme suit : Groupe de la Banque africaine de développement, 2020 : Notes pour les décideurs. Dans : Réponses de politiques macroéconomiques pour le renforcement de la résilience des économies en Afrique après la COVID-19. Contributions de la Communauté mondiale de pratiques de l'Institut africain de développement sur les stratégies de riposte à la pandémie de



¹Directeur principal, Institut africain de développement (ECAD), Groupe de la Banque africaine de développement

²Conseiller du Chef-économiste/Vice-président, gouvernance économique et gestion du savoir

³Chargé supérieur du renforcement des capacités, Institut africain de développement

⁴Consultant, Institut africain de développement

⁵Consultant, Institut africain de développement

⁶Responsable/Chef de division, Politiques macroéconomiques, viabilité de la dette et prévisions



FOREWORD

La pandémie COVID-19 a mis à l'épreuve la résilience des gouvernements, des dirigeants, des sociétés, des économies et des institutions comme peu de crises l'ont fait au cours du siècle dernier. Les experts sont allés jusqu'à dire que la pandémie pourrait être à la base de la première dépression économique mondiale depuis des années.

réunir. Ce sont ces personnes qui contribueront à déterminer la qualité de notre réponse à cette crise dévastatrice et qui nous permettront de nous protéger contre des crises similaires à l'avenir.

Au cours des derniers mois, nous avons tiré de nombreux enseignements précieux qui nous



Dr. Akinwumi A. Adesina

Président du Groupe de la Banque
africaine de développement

Face à ce constat, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) n'a ménagé aucun effort pour aider ses pays membres régionaux (PMR) à amortir l'impact de la COVID-19 et à sauver autant de vies que possible.

Cependant, outre les ressources financières, la lutte contre la COVID-19 exige une réponse complexe qui mobilise les meilleurs scientifiques, économistes et autres experts que nous pouvons

permettront de répondre aux défis futurs de manière encore plus efficace que nous ne l'avons déjà fait.

Le moment est venu de rehausser notre niveau de préparation. C'est pourquoi l'Institut africain de développement (IAD) de la BAD a créé une toute nouvelle plateforme virtuelle qui réunit un consortium d'experts mondiaux certifiés et des institutions piliers. Désignée sous le nom de Communauté mondiale

de pratiques et de l'abréviation G-CoP, la plateforme offre aux participants une occasion unique de s'engager dans un dialogue politique encadré et de fournir aux pays membres régionaux (PMR) de la Banque des conseils stratégiques, une assistance technique et une formation fondés sur des données probantes dans des domaines spécialisés émergents.

Hébergée dans un environnement virtuel interactif de collaboration sous les auspices de l'Académie virtuelle de développement des capacités de l'IAD, la G-CoP regroupe :

- Une communauté virtuelle certifiée d'experts et de praticiens de la BAD, de gouvernements, de groupes de réflexion, d'universités et de praticiens du développement;
- Un dépôt virtuel de publications et d'articles d'opinion pertinents sur les politiques et les pratiques de réponse à la COVID-19 en Afrique et dans le monde entier;
- Des webinaires et des séminaires en ligne organisés de façon régulière pour réfléchir aux études de cas émergentes sur les bonnes et mauvaises pratiques et les enseignements tirés;
- Des études de cas spécifiques à chaque pays sur les stratégies pour des économies plus résilientes capables de résister à des chocs exogènes tels que la pandémie COVID-19; et
- Un marché interactif virtuel équipé d'une fonction « demandez aux experts » pour permettre aux décideurs politiques d'accéder à des services de conseil technique rapides en temps réel.

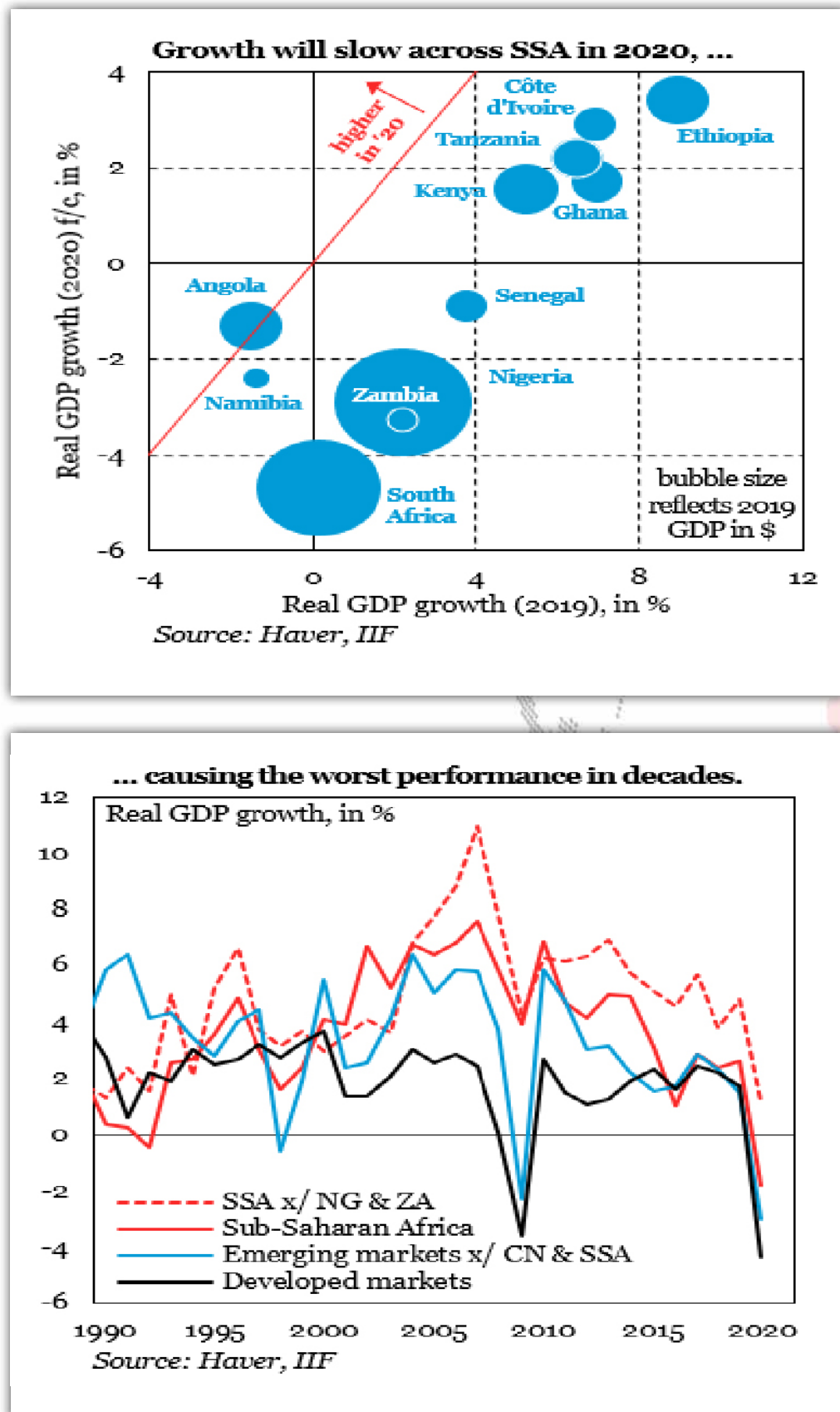
Le premier webinaire de la G-CoP, qui s'est tenu en avril 2020, a porté sur le thème des réponses de politique macroéconomique pour promouvoir la résilience des économies africaines après la COVID-19.

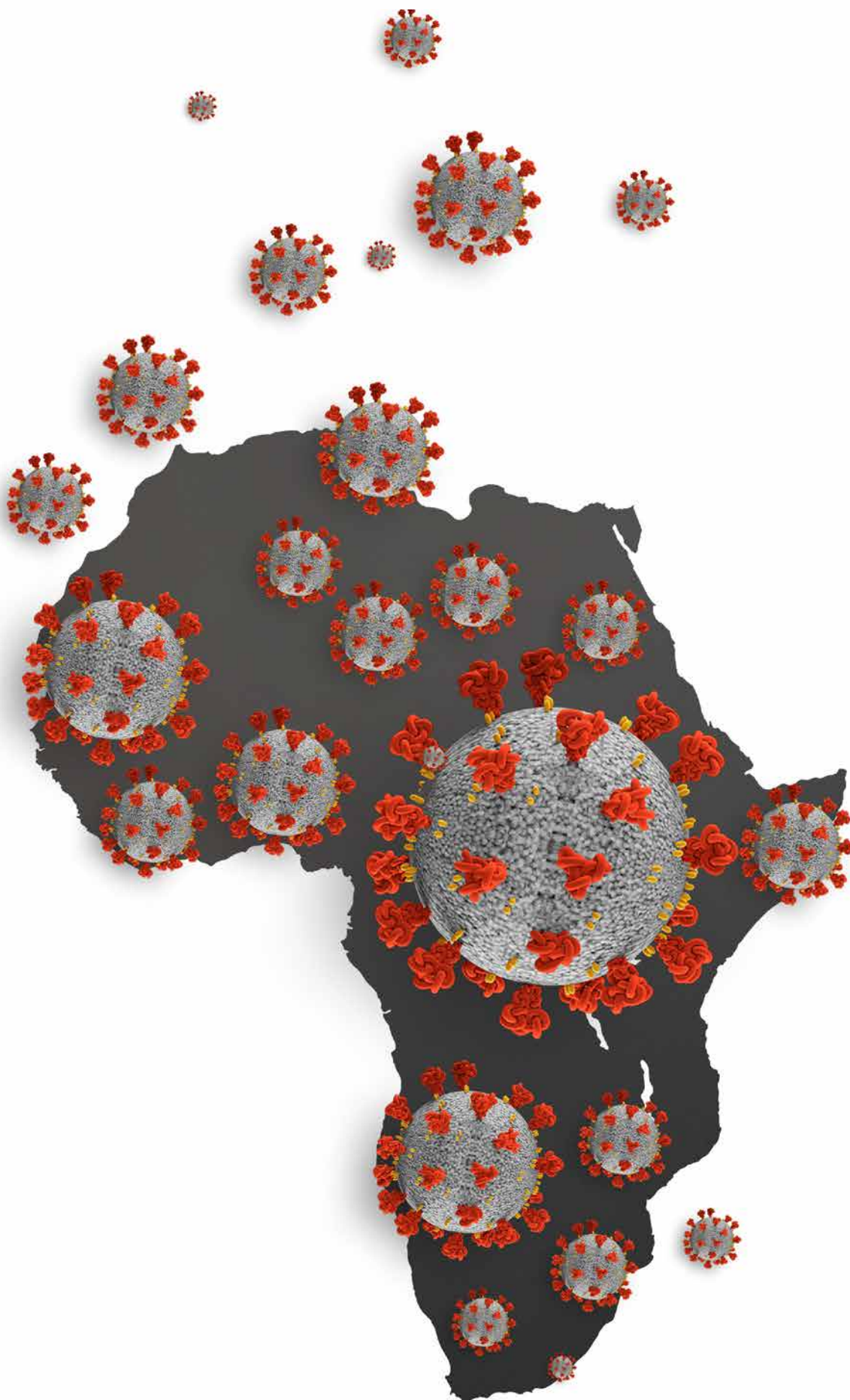
Le présent rapport résume les points saillants de ces engagements très productifs et édifiants et est le premier d'une série de documents consultatifs politiques préparés par la G-CoP avec la contribution d'experts mondiaux pour aider les décideurs politiques sur la voie à suivre. Les résultats de ces travaux éclaireront certainement les dialogues et les décisions des décideurs politiques, des universitaires et des experts du monde entier qui sont confrontés aux conséquences de cette pandémie.

Je tiens à féliciter l'AID pour sa merveilleuse initiative et à exprimer ma sincère gratitude à nos organisations partenaires, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Consortium pour la recherche économique en Afrique, ainsi qu'aux nombreuses personnes qui ont généreusement participé au séminaire et contribué à l'élaboration des recommandations politiques contenues dans le présent rapport.

Face à l'adversité, les Africains s'adaptent et innovent. Bien que la lutte contre la COVID-19 soit loin d'être terminée, nous savons que la victoire nous reviendra tant que nous continuerons à travailler ensemble. Ensemble, nous construirons une Afrique meilleure — une Afrique dans laquelle tout le monde est vainqueur.

Graphique 1 : Impact de la pandémie de Covid-19 en Afrique







CONTEXTE

- La pandémie de COVID-19 a provoqué des chocs imprévus d'origine exogène qui ont suscité des réponses politiques mondiales, régionales et nationales.
- L'Afrique pourrait être durement touchée par la pandémie de COVID-19 en raison des vulnérabilités préexistantes.
- Selon les projections, les déficits budgétaires devraient doubler et les niveaux d'endettement devraient augmenter encore de 10 points de pourcentage du PIB.
- L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes mondiaux de coopération aura de graves conséquences pour l'Afrique.
- À l'instar d'autres banques multilatérales de développement (BMD), le Groupe de la Banque africaine de développement a mis en place une Facilité de réponse rapide à la pandémie de COVID-19 d'un montant allant jusqu'à 10 milliards d'USD pour aider les pays membres régionaux (PMR) à faire face à la crise de COVID-19 en 2020.
- L'Institut africain de développement du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a réuni une Communauté mondiale de pratiques (G-CoP) sur les stratégies de réponse à la pandémie de COVID-19 afin de soutenir les pays avec des stratégies de réponse politique fondées sur des données factuelles, le renforcement des capacités et l'assistance technique.

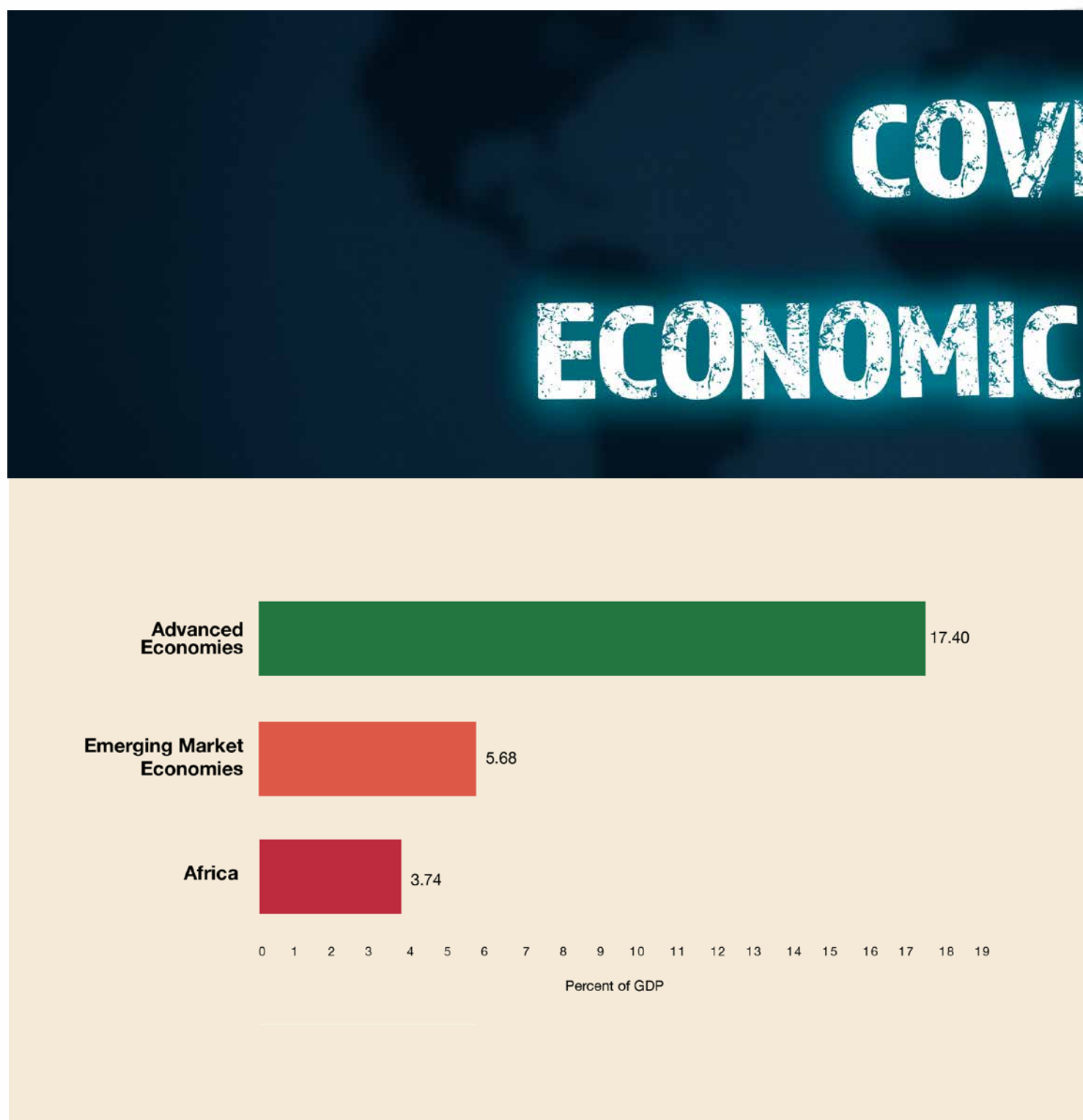


OPTIONS DE POLITIQUES À COURT TERME

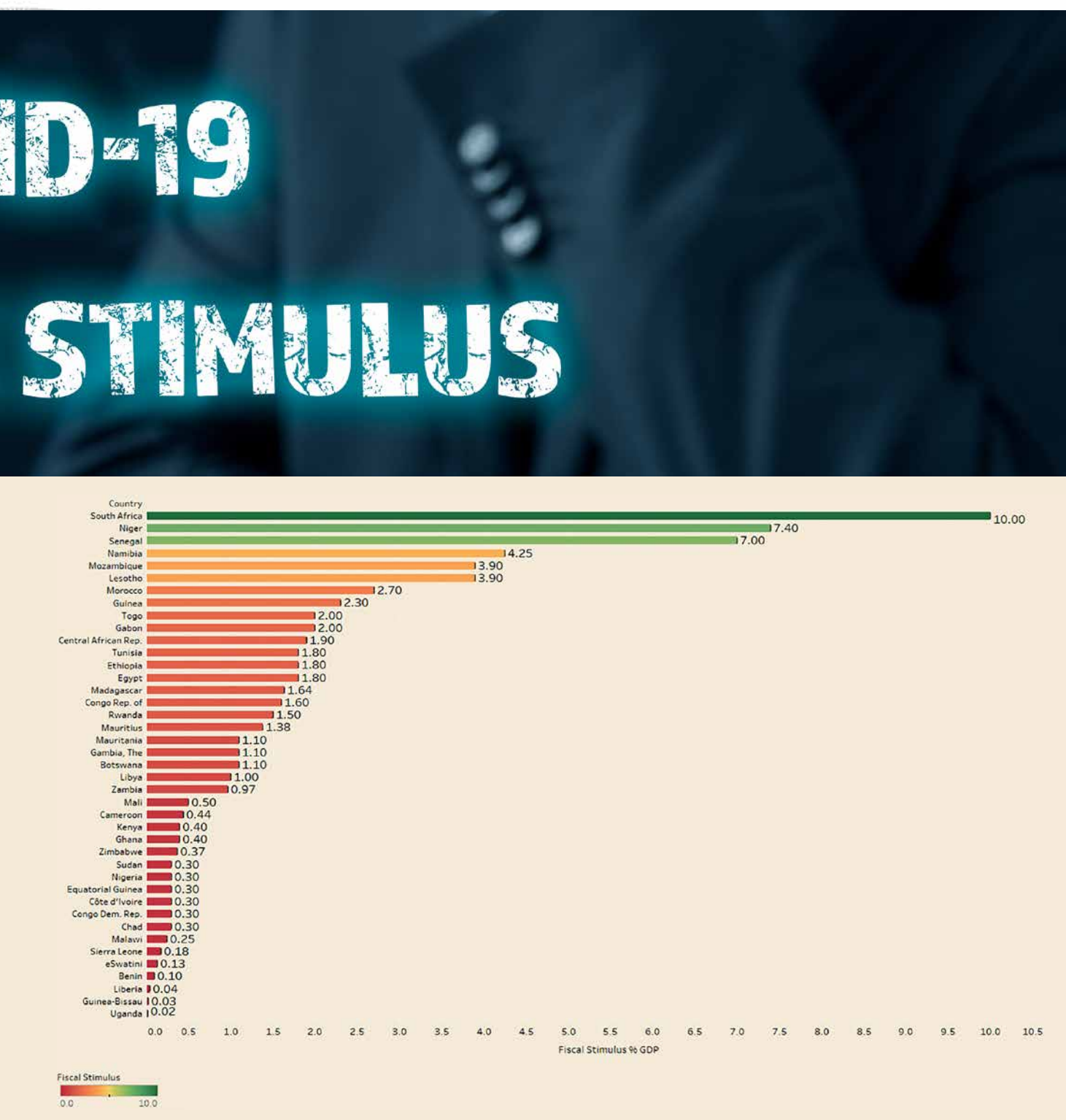
Politiques

- Mettre à disposition des produits essentiels pour une prévention efficace : disponibilité gratuite d'eau, de matériel sanitaire, de masques peu coûteux pour tous les citoyens et d'équipements de protection individuelle (EPI) pour le personnel soignant ;
- Redéfinir les priorités des dépenses de santé afin d'accélérer la production dans les pays de fournitures médicales, y compris les EPI, et la mise au point de vaccins et de médicaments pour contrer les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement ;
- Mettre en œuvre des mesures classiques de protection sociale et de filets de sécurité sociale, telles qu'un appui financier et non financier ciblant les ménages vulnérables (notamment pour l'alimentation), les entreprises en phase de démarrage, les PME et les MPME, ainsi que la satisfaction directe des besoins essentiels des ménages vulnérables, en prêtant une attention particulière au secteur informel ;
- Du côté des recettes, accorder des réductions d'impôts, des exonérations/reports d'impôts ;
- Fournir un appui ciblé en faveur du secteur privé informel pour permettre à ce secteur d'accéder à des prêts bancaires et de se maintenir à flot ;
- Envisager la restructuration de la dette publique et privée, les emprunts prudentiels, l'allègement structuré de la dette et la remise ciblée de la dette ;
- Songer à une restructuration budgétaire et à un financement ciblé du déficit budgétaire, ainsi qu'à des mesures d'austérité appropriées afin d'éviter de nouvelles dettes au niveau des dépenses ;
- • Envisager des plans de relance budgétaire suffisamment ambitieux pour obtenir un impact sur l'économie sans dépasser les limites de financement viable du pays sur le plan budgétaire ;
- Fournir des garanties ciblées pour les prêts en faveur du secteur privé.

Graphique 2 : Relance budgétaire en réponse à la COVID-19 : Afrique vs. autres



Graphique 3 : Ampleur de la relance budgétaire en Afrique en réponse à la COVID-19



Politiques monétaires et de change

- Fournir des liquidités aux banques commerciales et permettre une tolérance concernant les exigences bancaires relatives aux prêts intérieurs ;
- Assouplir les exigences en matière de garantie pour la production locale de fournitures médicales ;
- Les banques centrales devraient apporter un concours sous forme de liquidités aux systèmes bancaires.
-

Politiques publiques

- Poursuivre la mise en œuvre de toutes les mesures de sécurité autres que pharmaceutiques nécessaires. Décongestionner les marchés physiques afin d'instaurer une distanciation physique et imposer le port du masque facial, ce qui devrait également être étendu à l'ensemble des surfaces commerciales, des banques, des transports publics et autres espaces clos ;
- Établir une communication efficace qui garantit une transparence totale et une communication en temps utile pour maintenir la crédibilité des gouvernements et la confiance des citoyens ;
- Mettre en œuvre des versions modifiées des mesures autres que pharmaceutiques parmi les politiques de confinement et d'endiguement en fonction des conditions locales telles que la démographie, la densité de population, la structure du marché du travail, etc. ;
- Redéployer temporairement les travailleurs vulnérables des secteurs, industries et régions à risque vers des secteurs, industries et régions moins exposés au virus du COVID-19 avec des possibilités de télétravail ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information de santé publique en recourant à des actions communautaires afin d'éduquer et de persuader les citoyens sur les avantages de l'hygiène personnelle, de la distanciation physique et des autres changements de comportement requis pour contenir le virus.



OPTIONS DE POLITIQUES À MOYEN TERME

Politiques de réouverture des économies

- Analyser et évaluer avec soin les options disponibles afin d'évaluer le niveau de préparation à la réouverture des économies ;
- Favoriser une large prise de conscience grâce à une communication efficace sur les protocoles de réouverture des économies ;
- Intensifier les tests pour identifier de manière complète tous les cas d'infection ;
- Procéder à une réouverture prudente, progressive et ordonnée est la voie à suivre ;
- Établir des normes de santé et de sécurité au travail qui soient précises, rigoureuses et applicables avant la réouverture ;
- Élaborer un plan d'action pour gérer une autre vague de la pandémie ; ne pas sous-estimer cette éventualité ni laisser le hasard en décider ;
- Mettre en place une gouvernance efficace pour le processus de réouverture.

Politiques budgétaires

- Redéfinir les priorités en matière d'investissements dans la santé ;
- Mener des réformes budgétaires efficaces ;
- Supprimer les subventions pernicieuses et inefficaces aux combustibles fossiles et promouvoir des investissements ciblés dans les énergies renouvelables ;
- Restructurer les budgets pour augmenter les investissements dans la recherche, le développement de produits et les capacités locales de fabrication ;
- Accélérer l'investissement dans les infrastructures matérielles en mettant l'accent sur les priorités stratégiques « High 5 » de la Banque.

Politiques publiques

- Renforcer les capacités des systèmes d'alerte rapide et d'atténuation des risques de catastrophes ;
- Entreprendre la diversification des économies, le développement des chaînes de valeur stratégique et l'approfondissement des marchés intérieurs ;
- Mettre en œuvre le développement des capacités et des programmes de formation.
- Élaborer une stratégie plus tournée vers l'intérieur pour les pays africains, conformément aux lignes directrices de l'Agenda 2063 et de la ZLECAf ;
- Investir dans les innovations et les technologies sociales à effet perturbateur
 - banque en ligne, santé en ligne, éducation en ligne.





POLITIQUES À LONG TERME POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

Politiques budgétaires

- Constituer des réserves (intérieures et extérieures) en période de conjoncture favorable pour faire face aux futurs chocs extérieurs défavorables ;
- Accroître les investissements dans les infrastructures pour une diversification des économies africaines sur l'économie africaine ;
- Accroître le financement de tout type de recherche (scientifique, économique, sociale) et plus particulièrement du développement de la R&D dans leurs budgets annuel ;
- Solliciter l'annulation de la dette des pays africains.

Politiques monétaire et de change

- Repenser les régimes de change des pays africains.

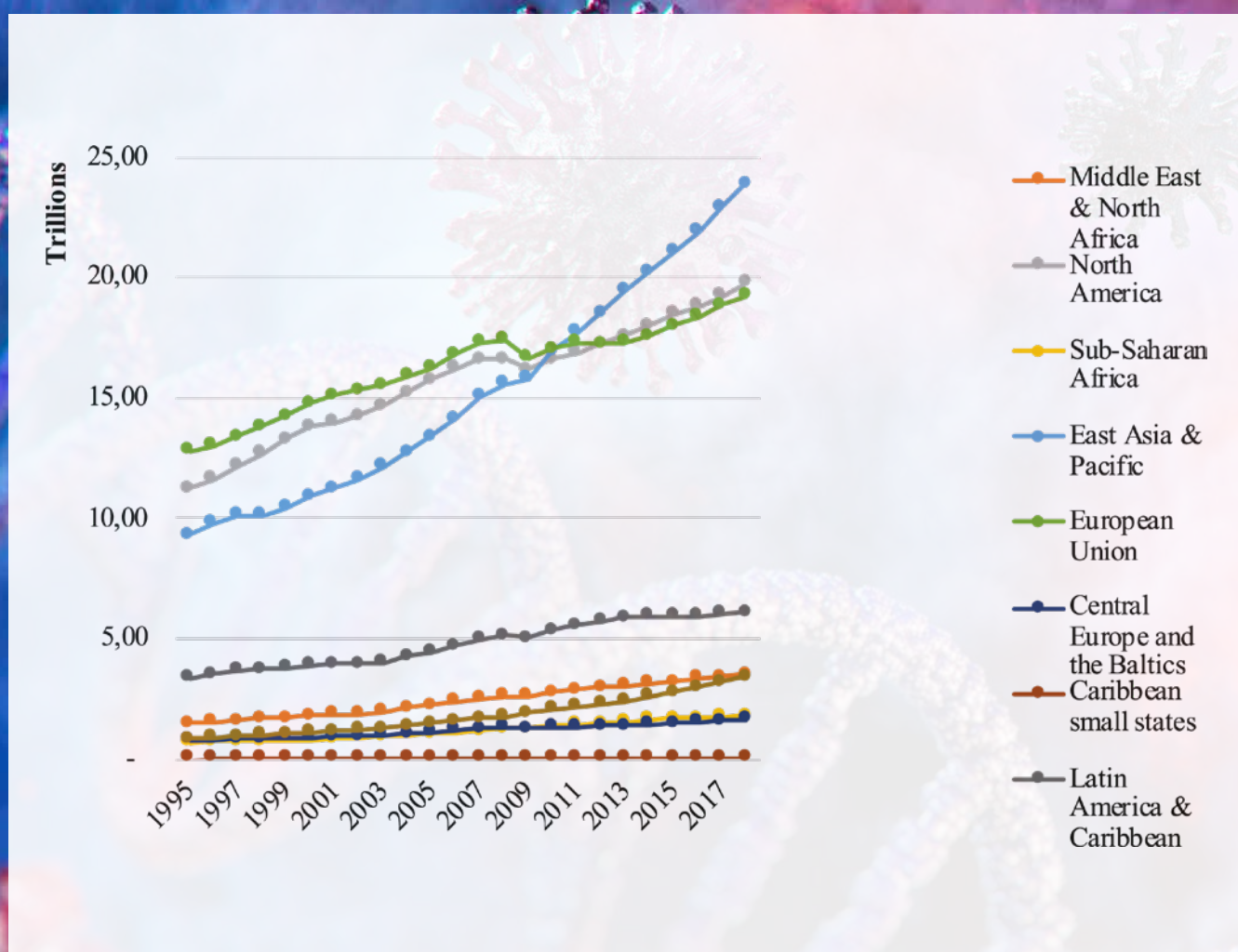
Politiques publiques

- Réviser les politiques et les systèmes de développement des compétences en mettant l'accent sur l'avenir du travail ;
- Développer les villes intermédiaires ;
- Accompagner le développement du secteur privé ;
- Poursuivre les partenariats mondiaux pour lutter contre les futurs chocs exogènes communs ;
- Mettre davantage l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures ;
- Veiller à ce que les réponses à la crise s'appuient sur différentes spécialités et approches transversales et holistiques ;
- Mettre en avant le développement durable.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- La conception et la mise en œuvre de politiques budgétaires intelligentes sont extrêmement utiles dans la réponse aux chocs exogènes.
- Il est impératif d'accorder la priorité aux investissements dans les infrastructures de santé et dans la recherche en matière de santé pour relever les défis liés à la santé en Afrique.
- Adopter la « nouvelle normalité » pour positionner les économies pour l'avenir qui est déjà là.
- Les partenariats, la coopération et la coordination sont indispensables pour préserver l'ordre mondial.
- La non-satisfaction des besoins humains essentiels affaiblit la résilience.
- Les stratégies nationales de lutte contre les pandémies doivent intégrer les défis connexes tels que la violence basée à caractère sexiste et l'insécurité.
- Il n'existe pas de solution miracle ni de stratégie de sortie de crise universelle.

Graphique 4 : Produit intérieur brut par région, 1995-2018 (USD constants de 2010)



CALENDRIER, CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES

- Indépendamment des choix politiques, la réalisation des résultats politiques souhaités dépendra largement du calendrier, de l'opportunité et de la souplesse de mise en œuvre des politiques
- Éviter les politiques de « copier-coller » conçues pour d'autres contextes
- Collaborer avec des experts et des scientifiques locaux pour aider à identifier le caractère adéquat des politiques en fonction des contextes et des priorités locales
- Cartographier les effets multiplicateurs et les co-bénéfices potentiels des politiques sur d'autres secteurs de l'économie au stade de la conception
- La conception des politiques devrait inclure des indicateurs clairs de responsabilité et des stratégies de suivi des progrès
- Le succès des politiques de relance dépendrait de l'adéquation des politiques spécifiques adaptées à des contextes sociaux, politiques, environnementaux et financiers spécifiques des acteurs

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- La conception et la mise en œuvre de politiques budgétaires intelligentes sont extrêmement utiles dans la réponse aux chocs exogènes.
- Il est impératif d'accorder la priorité aux investissements dans les infrastructures de santé et dans la recherche en matière de santé pour relever les défis liés à la santé en Afrique.
- Adopter la « nouvelle normalité » pour positionner les économies pour l'avenir qui est déjà là.
- Les partenariats, la coopération et la coordination sont indispensables pour préserver l'ordre mondial.
- La non-satisfaction des besoins humains essentiels affaiblit la résilience.
- Les stratégies nationales de lutte contre les pandémies doivent intégrer les défis connexes tels que la violence basée à caractère sexiste et l'insécurité.
- Il n'existe pas de solution miracle ni de stratégie de sortie de crise universelle.

CONCLUSION

- Le confinement et la distanciation physique imposés par la COVID-19 ont mis en évidence les inégalités importantes du système économique actuel
- La COVID-19 a permis que de nombreux éléments inconnus soient connus vice-versa, par exemple la trajectoire de reprise pourrait être en «V», en «U», en «U» prolongé ou même en forme de «W», de «W» multiples ou de «L»
- Pour des raisons d'équité, les politiques de relance ne doivent pas transmettre de responsabilités importantes aux générations futures.
- Les pays ne doivent pas seulement se concentrer sur la reconstruction de l'économie, mais aussi sur la mise en place de meilleures économies axées sur l'auto-suffisance, l'efficacité, l'intégration et l'équité.
- La mobilisation des ressources intérieures doit être la priorité

**Institut africain de développement (IAD),
Groupe de la Banque africaine de développement**
« Renforcer les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles pour une
croissance inclusive en Afrique - sans laquelle les objectifs mondiaux de développement
durable et l'Agenda 2063 de l'Afrique ne pourront être atteints »

Contact : ADIGCOP@AFDB.ORG

Design par le Département de la Communication et des Relations Extérieures @ 2020